

LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 520 - 31 mai 1990 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

● DÉFENDONS LE LOGEMENT SOCIAL	2 3	● HALTE A LA VIOLENCE RACISTE	
● LA NAVALE EN QUESTION	3	● ANPE : INTERVENTION DE G. MARCHAIS	6
● LA FÊTE	4 5	● LA FÊTE DES PÈRES	7
		● LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS	8

UNE GRANDE FÊTE DE LUTTE ET D'ESPOIR

Dans quelques heures s'ouvrira la Fête de l'Humanité 1990, au Parc Paysager de Saint-Nazaire.

Ce sera le grand rassemblement de toutes celles et de tous ceux qui souffrent de la politique actuelle. Et ils sont nombreux dans ce département :

- les victimes des abandons industriels, comme la Navale, avec ceux de DUBIGEON dont le musée ne saurait faire oublier une activité économique, sociale, culturelle, intégrant des milliers de familles et autour de laquelle une vie locale s'animait ;
- les jeunes en emplois précaires ou sans ressource ;
- les femmes, chez « DIM », victimes d'une nouvelle « restructuration » ou aux « GALERIES », menacées de nouveaux licenciements ;
- les victimes de la répression anti-syndicale ;
- les employés du secteur public qui ont une haute conscience du bien public mais qui ne veulent pas être « sacrifiés » ;
- tous ceux aux bas salaires, aux retraites et pensions rognées par la hausse des prix ;

Jean PERRAUDEAU

- etc, etc.

Mais une chose est sûre ; cette situation n'est pas inéluctable. Et déjà, de plus en plus nombreux sont ceux qui disent « ça suffit comme ça » ! Ils sont sûrs de trouver dans le Parti Communiste, dont le grand mérite est de n'avoir jamais baissé les bras, leur meilleur défenseur.

La Fête de l'Humanité sera aussi un moment fort pour toutes celles et tous ceux qui défendent les valeurs démocratiques de notre pays face à l'intolérance et à la violence racistes.

Gaston Plissonnier, Secrétaire du Comité Central, dont toute la vie se confond avec les luttes du peuple français discutera avec les communistes et amis, dimanche matin, au cours d'une rencontre fraternelle et assurera le meeting de l'après-midi.

La Fête, ce sera aussi un moment de détente et de gaieté bien mérité, une manifestation artistique et culturelle de qualité avec notamment la participation du chanteur Henri TACHAN.

Alors dans ces dernières heures avant la Fête, invitons encore de nombreux amis pour ce grand rassemblement de lutte et d'espoir.

DIMANCHE, UN CAR POUR LA FÊTE DE ST-SÉBASTIEN REZÉ - NANTES

- 8h20 : Place du marché, St-Sébastien
- 8h45 : Place du Château, Rezé
- 9h : Foyer Sonacotra, 9 Bd des Martyrs, Nantes
- 9h10 : Malakoff (centre commercial)
- 9h30 : Breil-Malville (centre commercial, rue de Brest)
- 9h45 : Dervallière (angle Bd du Massacre - rond-point des Châtaigniers)

POUR QUE LA TERRE SOIT UN JARDIN

50 000 PERSONNES RASSEMBLÉES A PARIS
DES MILLIERS DE MARCHEURS POUR LA PAIX
DANS LES AUTRES RASSEMBLEMENTS
2 500 PERSONNES A NANTES



En tête de la manifestation de Nantes, Claude Piéplu et Michèle Lopez, Déléguée Nationale de l'Appel des Cent.

SAUVONS LA VIE

MESSAGE SOLENNEL DE L'APPEL DES CENT LU PAR CLAUDE PIÉPLU

RESOLUMENT opposés à la dilapidation de nos ressources dans le gouffre de la fabrication d'armes d'extermination entraînant la multiplication d'essais nucléaires dangereux et ruineux, profondément attachés au progrès social, à la protection de l'environnement, aux droits de l'homme, au développement des pays déshérités, à l'avenir de l'enfance et de la jeunesse, passionnément nous voulons la paix, le désarmement, la réduction des dépenses militaires à commencer par l'arrêt de tous

les essais nucléaires qui continuent à nourrir le surarmement. Avec l'Appel des cent qui nous a rassemblés aujourd'hui, indépendamment de nos sensibilités, nous demandons instamment au gouvernement français de s'engager à son tour dans la voie de la détente, en signant à l'exemple des autres grandes puissances les deux traités d'interdiction partielle des essais nucléaires et de non-prolifération des armes nucléaires. Sachant que la prochaine renégociation de ces traités peut

aboutir à un accord d'interdiction totale des essais nucléaires, nous ne pouvons accepter qu'en persistant dans une attitude négative la France compromette la conclusion d'un tel accord. Aussi nous adjurons le gouvernement français de signer ces traités afin de participer à part entière à cette négociation. Nous le lui demandons solennellement au nom de l'intérêt national, de la sécurité de notre pays, et de la survie de l'humanité. Il s'agit de sauver la paix et la vie.

NANTES : DÉFENDONS LE LOGEMENT SOCIAL

LA BAISSÉ DES LOYERS, C'EST POSSIBLE - LA BAISSÉ DES LOYERS, C'EST POSSIBLE

RANZAI : ENTRETIEN-RENOVATION : OUI HAUSSE DES LOYERS : NON

Depuis le début de l'année les travaux de réhabilitation ont commencé dans la cité du Ranzai. Les habitants devraient pouvoir s'en réjouir. Ces appartements construits depuis 23 ans, sur des terrains donnés ou cédés à bas prix par les Batignolles pour loger ses ouvriers, n'ont jamais fait l'objet de travaux d'entretien (dégradations, infiltrations d'eau, installation électrique non conforme, etc...).

Pourtant les locataires sont inquiets. Ils vont subir une hausse de loyer de 65% comme cela s'est produit à la Halvêque, autre cité gérée par "la Nantaise d'Habitation".

Les communistes du quartier se sont mobilisés. Ils sont allés discuter avec les locataires. A l'occasion de nombreux "porte à porte", ils ont fait signer une pétition exigeant des travaux de qualité sans hausse de loyer (pétition massivement signée et remise à "La Nantaise" lors d'une réunion publique).

La cellule de quartier a participé à toutes les réunions convoquées par les associations de locataires. Elle a organisé sur le quartier une rencontre entre habitants, des responsables et des élus communistes.

Malgré cela, "la Nantaise d'Habitation" refuse toujours de recevoir la cellule accompagnée d'une délégation de locataires (la demande lui a été faite par lettre recommandée). La directrice se vante même de ne jamais discu-

ter avec les communistes. Elle bafoue ainsi les 140 locataires qui ont signé notre pétition.

La directrice de "la Nantaise d'Habitation" accepte de recevoir les associations de locataires à condition que le problème essentiel, celui de la hausse des loyers, ne soit jamais posé. Elle refuse de répondre aux questions des communistes sur l'acquisition des terrains, sur la gestion de 23 ans de loyer.

Les communistes du quartier appellent les locataires à continuer la bataille contre cette hausse inacceptable.

Les communistes n'ont qu'un discours sur le terrain et à la mai-

rie. Seuls les élus communistes nantais se sont abstenus sur ce dossier : ils étaient pour la réhabilitation mais contre la hausse des loyers. Peut-on en dire autant de M. Ayrault et des élus socialistes qui ont, sans sourcilier, voté la caution à "la Nantaise d'Habitation".

Des élus socialistes, contactés par des associations de locataires, ont confirmé dans un premier temps le bon droit des revendications des habitants puis se sont repliés dans une discrétion et un discours modérateur surprenant.

Au Ranzai comme ailleurs, il faut s'opposer aux augmentations de loyers et les faire baisser.



RENAUDIÈRE : VENTE DE LOGEMENTS HLM

DÉCLARATION DE GASTON AUFFRET

Au Conseil municipal les Elus communistes se sont abstenus sur le dossier concernant la caution de la ville.

« Nous nous interrogeons sur l'opportunité de brader le patrimoine HLM surtout dans un quartier comme celui-ci qui tend à devenir de plus en plus un quartier d'habitat résidentiel... »

Nous comprenons que certaines familles, après avoir passé des dizaines d'années dans un logement, dans un quartier agréable, il faut le dire, après avoir payé des centaines de loyers à "La Nantaise" souhaitent pouvoir devenir propriétaires. Elles en ont peut-être le désir, "La Nantaise" s'emploie de toutes façons à le susciter.

Devenir propriétaires, soit, mais à quelles conditions ?

Un logement T4 serait mis en vente à 274 000 + 10 000 F de frais de notaire, avec l'obligation pour les futurs acquéreurs de remettre le logement aux normes, ce qui impliquerait notamment 15 000 F pour le circuit électrique et plus de 35 000 F pour la réfection des menuiseries et le double vitrage, soit une acquisition pour 334 000 F. La note est salée pour des logements de plus de 25 ans sur lesquels aucun travaux n'a jamais été entrepris», devait déclarer Gaston Auffret, conseiller municipal communiste.

LA DÉMOCRATIE EN CATIMINI

Pendant que le Conseil municipal se réunissait, une délégation des locataires se présentait pour faire entendre leur point de vue. Ils ont été reçus en catimini par l'adjoint socialiste chargé du logement.

Ces locataires lui ont remis une pétition indiquant que les habitants souhaitent pouvoir rester locataires aux conditions actuelles et proposent d'entamer les négociations avec "La Nantaise"...

Cette pétition a recueilli 30 signatures sur les 31 logements occupés. De quoi faire réfléchir le maire et les élus qui ont voté pour la vente des appartements sous prétexte que cela correspondait au « souhait des locataires de ce groupe » (sic).

AUX DERVALLIÈRES : VIVRE EN SÉCURITÉ DANS LA CITÉ, C'EST UN DROIT

Depuis deux ans les communistes des Dervallières, avec les habitants de la cité, se battent pour obtenir le droit de vivre en sécurité.

En 1988, et plus encore ces derniers mois, les incendies de caves se sont multipliés nécessitant à chaque fois l'intervention des pompiers et occasionnant de sérieux inconvénients aux locataires :

- coupure de l'électricité, du téléphone, de la télévision ;
- cages d'escaliers et appartements noirs de fumée...

Etant donné la vétusté des installations électriques et de gaz, ces incendies augmentent les risques d'accidents graves.

Ces incendies et certains actes de vandalisme ou d'agression ne cessent de faire grandir un sentiment d'insécurité parmi la population de la cité. Les gens disent avoir peur, n'osent plus sortir le soir, ou envisagent même de quitter le quartier. Un climat malsain s'instaure : on finit par se suspecter entre voisins... et le racisme se développe.

Devant cet état de fait, les communistes ne restent pas inactifs. Avec tracts et pétitions, ils s'adressent aux habitants du quartier, mobilisent et interpellent les responsables de cette situation : maire, préfet, président de l'OPHLM de Nantes.

Malgré le changement de municipalité et de direction de l'Office, les conditions de vie dans la cité s'aggravent. Notre quartier devient de plus en plus "ghetto", la misère touche de plus en plus de familles. Plus de 300 familles sont assujetties au R.M.I.

Les locataires, même s'ils sont des pauvres parmi les pauvres, doivent avoir droit à la sécurité.

Dernièrement, les communistes ont lancé un tract :

« Habitants et locataires de la cité des Dervallières, exprimons-nous :

- sur nos conditions de logement ;
- sur notre environnement et cadre de vie ;
- sur la sécurité dans la cité ».

A partir de toutes ces réflexions et suggestions faites par les habitants, les communistes ont pu adresser à M. Ayrault, député-maire et président de l'Office HLM, lors de l'inauguration de l'annexe de la mairie aux Dervallières, un document lui sollicitant une réponse.

Le PS et ses élus parlent de développement social du quartier, mais ne remettent jamais en cause une politique d'austérité qui crée cette misère et dégrade le climat social des cités populaires.

Les communistes avancent des propositions et des solutions concrètes, en rassemblant le maximum de gens autour d'eux pour les faire aboutir et en exigeant une autre politique.

Les locataires des Dervallières veulent vivre en sécurité dans leur quartier, ils demandent une antenne de police au cœur de cette cité de plus de 10 000 habitants, non pour faire de la répression, mais de la prévention.

NOS PROPOSITIONS

- IL FAUT S'OPPOSER AUX AUGMENTATIONS DE LOYERS ET LES FAIRE BAISSER

La réduction de 1% de l'intérêt des emprunts permettrait de diminuer les loyers de 10%.

- EXIGER DE L'ÉTAT UNE POLITIQUE SOCIALE ET HUMAINE

L'aide de l'Etat aux logements de luxe doit être supprimée, et celle destinée à la construction sociale relevée.

L'allocation logement et l'APL doivent être revalorisées de 15% et l'APL maintenue en cas de loyers impayés.

Les offices HLM doivent être exonérés de la TVA et de la taxe sur les salaires.

La taxe d'habitation doit être basée sur le revenu, et, dans l'immediat, ne pas dépasser 2% des revenus imposables.

Les saisies et les expulsions doivent être interdites.

Le 1% patronal doit être rétabli et porté à 2% dans les 3 ans, son affectation soumise au contrôle des Comités d'Entreprises.

- LES ACCÉDANTS À LA PROPRIÉTÉ doivent pouvoir renégocier leurs dettes et les emprunts à faible taux d'intérêt. Il faut s'opposer au rachat de leur pavillon à bas prix par des sociétés immobilières ou des banques lorsque les familles ne peuvent plus payer.

- CONSTRUIRE ET RÉHABILITER 500 000 LOGEMENTS PAR AN (150 000 logements neufs et 200 000 réhabilités dans le locatif, 150 000 logements en accession à la propriété).

Faire participer les groupes BTP et les assurances au financement du logement.

- DÉVELOPPER LA SÉCURITÉ dans les quartiers par le développement de l'ilotage, le renforcement des effectifs des gardiens de la paix destinés à cette tâche et par l'affectation de jeunes appelés sans transfert financier pour les collectivités.

- ÉTENDRE LES POUVOIRS DES MAIRES dans l'attribution des logements pour répondre en priorité aux demandes locales.

- ABROGER LES LOIS BARRE ET MEHAIGNERIE.

LA LOI MEHAIGNERIE APPLIQUÉE A ST-NAZAIRE Déclaration de Jacky ROUAUD, administrateur de l'OPHLM

Le Conseil d'administration de notre office se réunit ce jour afin de décider de la signature d'un contrat-cadre avec l'Etat.

Ce contrat se situe dans le droit fil du conventionnement et constitue un nouveau pas dans le désengagement de l'Etat en matière de logement social.

Dès sa naissance, les élus communistes ont dénoncé les aspects négatifs de la loi Barre-Méhaignerie qui, en 1977, introduisait un nouveau mode de financement du logement social favorisant l'aide à la personne au détriment de l'aide à la pierre.

L'aide de l'Etat pour la construction d'un logement social est passée de 40% du coût à 10 ou 12% aujourd'hui.

L'aide à la personne représente aujourd'hui plus de 50 milliards, mais l'Etat n'en finance que 20 milliards, le reste étant pris en charge par les Allocations Familiales.

L'A.P.L. a perdu plus de 16% de son pouvoir d'achat alors que dans le même temps les loyers ont considérablement augmenté.

En 1982, la loi Quillot donne quelques droits aux locataires, mais instaure les aides publiques au logement spéculatif et diminue la participation patronale à la construction qui passe de 1 à 0,65% en 1989. A titre d'exemple, sur les profits, les grands du bâtiment se portent bien :

- Dumez : +36% de chiffre d'affaires en un an, soit 30 milliards.

- S.A.E. : +10% de chiffre d'affaires, soit 26 milliards.

- S.P.I.E. Batignolles : +12%, soit 11 milliards en six mois.

En 1986, la loi Méhaignerie peaufine le dispositif de 1977 en alignant progressivement les loyers du secteur social sur le secteur privé avec l'objectif de la libération totale des loyers en 1995 ; ces orientations sont maintenues et le contrat-cadre en est une étape.

En incitant l'Office à appliquer ce contrat, l'Etat veut appliquer aux HLM les règles de gestion du secteur privé.

La classification des loyers en fonction des services aura pour conséquence d'aligner les loyers vers le haut.

Les travaux entrepris sur les différents groupes auront une incidence directe et conséquente sur les revenus des familles. Le risque est grand de voir les habitants à faibles revenus de ces quartiers refuser les travaux pour ne pas subir les hausses ou quitter leur logement et constituer à plus ou moins long terme des zones ghetto que chacun d'entre nous ici ne souhaite pas voir se développer.

La proposition du groupe socialiste de ne pas appliquer le maxi du plafond des prix d'objectif sur trois groupes va dans le bon sens et je l'approuve, mais elle reste bien insuffisante au regard des conséquences du contrat-cadre sur l'ensemble du parc HLM, c'est aussi le constat

des effets négatifs d'un tel contrat.

Si on ne peut qu'approuver l'extension de l'attribution de l'APL à l'ensemble des ayants droit, on constate là aussi que cette allocation sera dévalorisée.

Les élus communistes ont toujours dénoncé l'aspect négatif de la loi Barre.

Pour que les OPHLM conservent et renforcent leur vocation sociale, des solutions indispensables doivent être imposées dans le pays :

- le logement social doit disposer de financement à taux réduit et de la suppression des charges et des taxes prélevées par l'Etat, 1% en moins sur les taux d'emprunt, 10% de baisse sur les loyers ;

- restitution d'une réelle allocation-logement ;

- exonération de la TVA sur les travaux d'investissement ;

- rétablissement du 1% patronal.

Ces dispositions engagent la responsabilité du gouvernement. A ce sujet, je pense que le Conseil d'administration peut agir auprès des pouvoirs publics et contribuer à ce que s'engage dans notre pays une réelle politique sociale du logement.

En ce qui nous concerne, groupe communiste et administrateur, nous entendons, comme nous l'avons toujours fait, participer activement à mobiliser les usagers, les locataires et leur famille, contre la politique actuelle du logement qui se dégrade d'années en années.

"Moi, pour acheter la cuisine de Véro, je les ai tous vu : ceux qui font d'étranges rabais, des poses gratuites, des ristournes,

enfin j'ai choisi la qualité Cuisines Schmidt"



CUISINES SCHMIDT

CENTRE CONSEIL

GO CUISINES

Alain GREGOIRE

48, Bd Victor Hugo - SAINT-NAZAIRE
Tél. 40.86.33.64

JUSQU'AU BOUT DE L'EXIGENCE

ÉCOLOGIE ET TRADITIONS

A l'inauguration du 2^e Salon de la Pêche et de la Chasse de Loisirs de Nantes, Joël Busson, maire-adjoint, remplaçant le maire de Nantes, excusé, devait notamment déclarer :

« Votre Salon se tient à un moment où la chasse, la pêche, et le milieu naturel sont des sujets d'actualité. Le problème de l'eau prend une dimension importante dans notre société. La chasse est contestée par certains... je pense que c'est là un mauvais procès, chasseurs et pêcheurs sont de notoriété les premiers écologistes dignes de ce nom, amoureux et soucieux de la nature et de son équilibre.

Récemment les chasseurs ont dû manifester leur attachement à cette conquête de la Révolution française qui, en abolissant les privilèges, ouvrait le droit de chasser pour tous.

Autant il me semble que la convention de Berne sur la protection des oiseaux est une bonne chose, autant l'application des directives de Bruxelles, sans prendre en compte les particularités et cultures régionales, me semble des mesures autoritaires, antidémocratiques et inadaptées.

Ainsi dans le nord de l'Europe est encouragée la chasse aux espèces dont le Médoc se verrait priver le tir, alors qu'en Afrique des safaris sont organisés, pour les chasser.

Il me semble plus sage de respecter les traditions et cultures régionales, de faire confiance aux organisations de chasseurs qui ont démontré leur souci de la nature...

Certes, il est nécessaire de définir des réglementations mais là encore, concertation et débat démocratique sont bien les meilleures façons d'atteindre des solutions les plus justes, les plus adé-

quates aux problèmes posés. Quels individus plus soucieux de la qualité des eaux que les pêcheurs qui jouent un rôle actif dans la surveillance des eaux et leur protection.

A ce propos, il y aurait bien des choses à dire et à préciser. L'eau c'est la vie, un bien précieux dont trop d'hommes sont privés. Un bien que nous devons conserver, protéger les ressources. Mais nous aurons l'occasion en d'autres lieux de dire combien cette question nous préoccupe et de formuler des propositions... ».

L'emploi féminin attaqué

La direction du groupe Dim vient d'annoncer de nouveaux licenciements, dans le cadre de la poursuite de sa restructuration. Ainsi a-t-elle fait part, lors de la réunion du Comité central d'entreprise le 22 mai, de son intention de fermer l'atelier d'assemblage de collants (environ 100 personnes) situé dans l'établissement de Zainvilliers (500 salariés), et celui de St-Nazaire qui occupe actuellement 90 personnes.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ »
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAudeau
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITÉ : Tél. 40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52 987

LA NAVALE EN QUESTION

Deux cars ferries bretons commandés en Finlande Il faut mettre un terme à cette politique d'abandon

La "Brittany Ferries" vient de confier la construction de deux nouvelles unités navales au chantier Masa-Yards de Turku en Finlande, pour un montant d'un milliard deux cents millions de francs.

Ainsi, armateur, constructeur et gouvernement français ont fait un choix contre l'industrie navale française, un choix anti-national.

Le Parti communiste avait demandé que ces commandes soient passées aux Chantiers de l'Atlantique ou, en cas d'impossibilité pour raison de délai, aux Chantiers de La Ciotat.

Alors que les commandes mondiales ont progressé de 20% en 1989 et que nous assistons à un véritable retournement de la conjoncture dans la construction navale allant vers un doublement du tonnage d'ici l'an 2000, les gouvernements français vont-ils laisser nos chantiers périr ?

Comme le déclare la CGT :
« Décidément, oui, une autre politique industrielle est possible et nécessaire. »

La Direction visant le créneau de plus en plus étroit des seuls paquebots soumet donc l'avenir de notre chantier à la merci de la commande actuellement en négociation avec l'armement Kolster.

Ceci est grave, d'autant plus que le marché est étroit (moins de 6%) alors que sur tous les autres types de navires, le carnet de commandes mondiales a atteint le niveau le plus élevé depuis 1983 avec 31 millions de T.J.B., soit par rapport au plus bas (20,6 millions de T.J.B. en mars 1987), une augmentation de plus de 50%.

Ce n'est pas, à notre avis, en acceptant également des commandes militaires que l'on règlera le problème de la construction navale française au risque de porter des coups aux arsenaux.

Une telle politique n'est pas bonne, d'autant que la construction navale a été réduite et que l'on refuse toujours par des artifices, l'ouverture de La Ciotat.

Alors que les armateurs français, eux-mêmes, déclarent avoir besoin de 30 navires prochainement.

Le syndicat CGT des Chantiers de l'Atlantique, au cours d'une conférence de presse, fait remarquer qu'à St-Nazaire, si le carnet de commande peut apparaître confortable, « il est temps d'enranger de nouvelles commandes, car les bureaux d'études risquent de connaître un problème de charge de travail ». Puis, abordant la commande des deux cars-ferries au chantier finlandais, la CGT apporte des arguments solides à propos de la politique industrielle dans la navale :

« Aux dires de la direction des Chantiers, nous ne serions pas compétitifs sur ce type de navires.

Ainsi, après les pétroliers, dont le marché risque d'exploser par l'exigence de nouvelles normes (double fond, double coque, etc...), après les porte-conteneurs dont trois navires viennent d'être commandés par l'armement français Delmas en Yougoslavie, c'est maintenant les cars-ferries sur lesquels nous ne serions plus compétitifs.

De qui se moque-t-on ?

2-3 JUIN, Parc Paysager, Saint-



FABIENNE PRALON

chanteuse
une découverte du printemps de Bourges



CATHERINE REAU

chanteuse des rues



HENRI TACHAN

nous revient avec un nouvel album et un premier compact :
« moi j'aime les histoires d'amour »

SAMEDI

- 10 H 30 - OUVERTURE D
- 15 H - CONCOURS DE
- 17 H - « INKA WA
- Groupe BOLIVI
- 16 H - GYMNASTIQUE
- 17 H - PÉTANQUE -
- 18 H - concours de ti
- pions régionau

DIMANCHE

- 11 H - KARATÉ, TAÏ JI
- tion par les club
- 11 H 30 - 70° anniversaire
- avec Gaston PLI
- 15 H - MEETING
- Gaston PL
- Secrétaire du Con
- 15 H 30 - Fabienne I
- 16 H - Henri TAC
- Et la participa
- REAU et son or

PENDANT CES DEUX JO

DES EXPOSITI
DES ÉCRIVAINS

DES RESTAUR
SPECIALITÉS G
JEUX, BALLADE

GRAND CONCOURS DE PÊCHE PATRONNÉ PAR RICARD



Des fins hameçons aux aguets, lors du concours 1989, au Parc Paysager.

RÈGLEMENT :

Ligne tenue à la main
(Moulinet et pêche à l'Anglaise interdits).

Amorçage autorisé sans
esche animale.

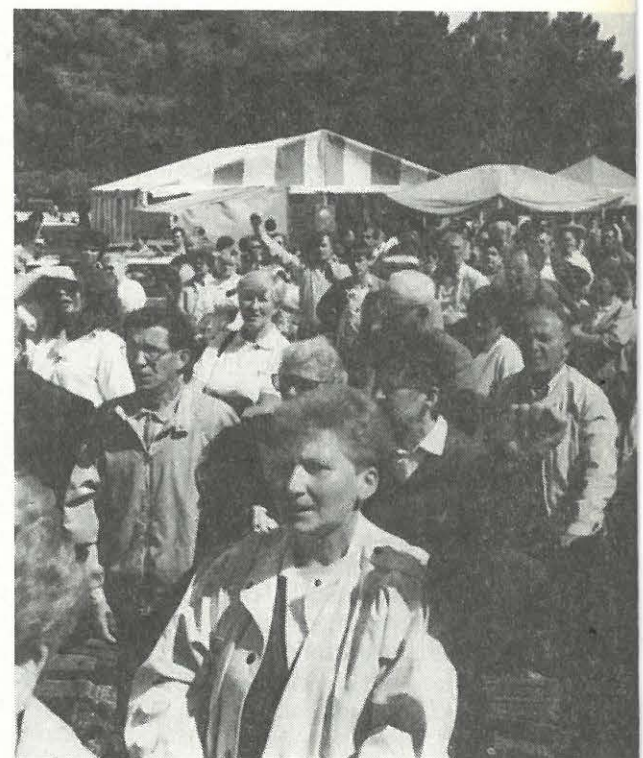
Classement au poids (1 pt
par gramme et 5 pts par
poisson).

Nombreux lots en nature.

Inscription : 40 F

après de :

Jean BEURIER
4, Rue Auguste Piccard,
44600 St-Nazaire
Tél. : 40.66.41.55



Nazaire, FÊTE DE L'HUMANITÉ

DI
 LA FÊTE.
 PÊCHE.
 RA »
 EN.
 - Clubs nazairiens
 Démonstration et
 r avec des cham-
 c.
 HE
 TSU - Démonstra-
 s nazairiens.
 u PCF - Rencontre
 SSONNIER.
 avec
 SSONNIER,
 ité central du P.C.F.
 PRALON.
 HAN.
 tion de Catherine
 que de Barbarie.
 URS:
 NS, DES LIVRES,
 DES POÈTES.
 ANTS, DES BARS,
 ASTRONOMIQUES,
 S EN CHALANDS...

GASTON PLISSONNIER

secrétaire du Comité Central
 du P.C.F.



Gaston PLISSONNIER est natif de Saône-et-Loire.

Engagé dans la Résistance dès l'été 1940. Officier F.F.I., il est aussi officier de la Légion d'honneur au titre de la Résistance.

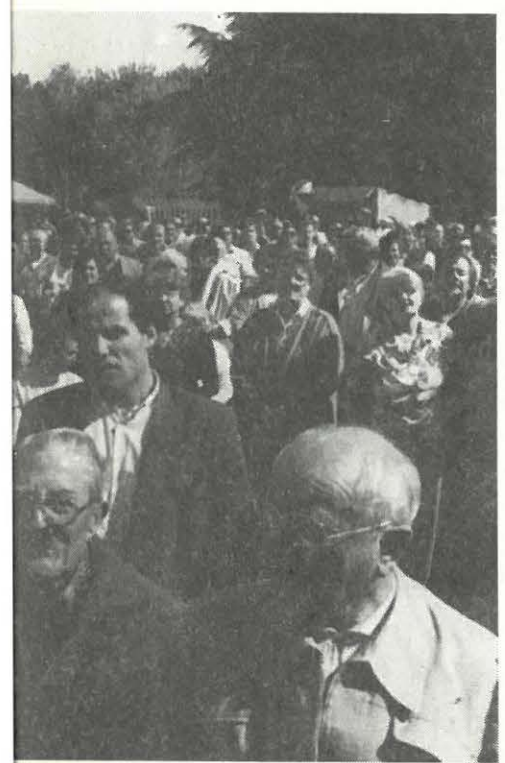
Il assume depuis 1942 des responsabilités de premier ordre au sein du Parti Communiste.

C'est un homme chaleureux. Ce livre paru aux éditions Messidor « Une vie pour lutter » nous apprend aussi qu'il est « un homme heureux, fin pêcheur à la ligne, randonneur, jardinier du dimanche... ».



Outre qu'elle est un soutien financier au Parti Communiste et qu'elle permet l'entrée à la Fête, la vignette offre la possibilité de gagner de nombreux lots dont :

- 1 - VOYAGE POUR 1 PERSONNE (9 jours) transport et pension complète en ESPAGNE (LLORET DE MAR, octobre 90).
- 2 - CROISIÈRE dans le GOLFE du Morbihan POUR 2 PERSONNES (déjeuner ou dîner au choix, compris) Avant octobre 90.
- 3 - MINI CHAÎNE Hi-Fi.



INKA WARA
 groupe BOLIVIEN

vient de paraître

GEORGES MARCHAIS

DEMOCRATIE

300 pages
 90 F.

en vente militante en librairie et à la fête

messidor
 ÉDITIONS SOCIALES

au risque de surprendre

HALTE A LA VIOLENCE RACIALE - HALTE A LA VIOLENCE RACIALE

DÉCLARATION DE LA FÉDÉRATION DU PCF

C'est avec consternation que la Fédération de Loire-Atlantique du PCF a appris la libération des trois néo-nazis profanateurs des tombes de St-Herblain. C'est un encouragement aux activistes racistes. C'est inadmissible.

La Fédération de Loire-Atlantique du PCF exige que le Sénat examine au plus vite la loi réprimant le racisme qui a été votée par l'Assemblée Nationale. Cette loi doit devenir rapidement opérationnelle.

Elle exige aussi qu'il soit mis un terme à la promotion médiatique de Le Pen et aux

idées de haine, d'exclusion et de racisme qu'il développe avec le Front national.

Il faut stopper la montée du racisme. La riposte doit s'exprimer encore avec plus de force. Tout le monde est concerné.

Le racisme doit être combattu avec plus de vigueur pour éviter qu'il ne gangrène la démocratie. Il faut en démasquer les dangereuses conséquences, s'attaquer ensemble à ses racines.

Devant le feu qui gagne, il faut faire front pour l'éteindre.

Nantes, le 24 mai 90.

L'Association Départementale des Élus Communistes et Républicains appelle à se rassembler

«... Aujourd'hui le racisme et l'anti-sémitisme ont atteint un seuil inacceptable et très dangereux. Ceux-ci ne constituent pas une opinion, mais un délit. A ce titre, tous les promoteurs du racisme et de l'anti-sémitisme doivent être poursuivis devant la justice, et ne bénéficier d'aucun soutien médiatique.

Ainsi, les Elus Communistes et Républicains de Loire-Atlantique demandent que la loi renforçant la répression du

racisme et de l'anti-sémitisme (qui vient d'être adoptée à l'Assemblée Nationale), doit être inscrite d'urgence à l'ordre du jour des travaux du Sénat afin que cette loi soit effective le plus vite possible, pour empêcher ces violences inhumaines et intolérables.

L'Association des Elus Communistes et Républicains de Loire-Atlantique tient à manifester sa solidarité à la Communauté israélite et se félicite de l'ampleur des manifestations de recueillement et de protestation qui se tiennent dans tout le pays.

Seul, le rassemblement de tous les démocrates permettra de dresser un rempart à la haine abjecte du racisme et de l'anti-sémitisme.»

Le Président,
Marc JUSTY.

LA FÉDÉRATION DES AMICALES LAÏQUES DE LOIRE-ATLANTIQUE APPELLE SES ADHÉRENTS À SE MOBILISER

La Fédération des Amicales laïques, qui a appelé à participer à la manifestation contre le racisme, condamne fermement l'atteinte à la dignité de l'homme proférée à Carpentras.

La F.A.L. rappelle que, valeur de civilisation et principe de droit figurant dans la constitution de la République, la laïcité implique une lutte constante pour la dignité de l'individu, contre les exclusions et les injustices.

La F.A.L. précise que le débat "Laïcité 2000", engagé depuis plusieurs mois, doit plus que jamais se poursuivre au sein des Amicales laïques.

Elle appelle tous ses adhérents à se mobiliser contre la montée de l'intolérance, du racisme et de l'exclusion.

A.N.P.E. : INTERVENTION DE GEORGES MARCHAIS

Le 26 avril dernier, quelques heures avant le meeting avec Georges Marchais à Nantes, répondant à l'invitation de l'ensemble des organisations syndicales et des personnels de l'ANPE en grève, une délégation de la Fédération du PCF composée de Gilles Bontemps, Michel Rica et Claude Constant, avait rencontré les salariés en lutte.

Au cours de cette rencontre, les personnels avaient exposé leurs préoccupations et les raisons de leur mouvement.

La délégation du Parti les avait assurés de son total soutien.

Le soir même, informé de l'échange ayant eu lieu entre les salariés et la délégation de la Fédération, Georges Marchais répondait favorablement à la demande

exprimée par certains grévistes d'une intervention des députés communistes à l'Assemblée Nationale.

Georges Marchais a adressé une question écrite au ministre du Travail. Nos lecteurs trouveront donc ci-après le texte de celle-ci que notre Fédération a par ailleurs adressée aux différentes organisations syndicales de l'ANPE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE NATIONALE

PARIS, le 10 mai 1990

GEORGES MARCHAIS
Député du Val-de-Marne

QUESTION ÉCRITE
au MINISTRE DU TRAVAIL

M. Georges Marchais, député du Val-de-Marne, attire l'attention de M. le ministre du Travail sur le mécontentement bien légitime des personnels des A.N.P.E., suite au nouveau statut qu'il entend leur imposer et qui a entraîné les mouvements de grève le 20 mars, le 3 avril, puis à nouveau le 26 avril 1990.

Il comprend totalement l'inquiétude des personnels des A.N.P.E., puisque le projet constitue une attaque contre la mission de service public de l'A.N.P.E. et aboutirait, s'il se réalisait à un recul extrêmement grave de toutes les garanties collectives, à l'individualisation des salaires et à la précarité généralisée pour l'ensemble des personnels.

Déjà, différentes "missions" sont confiées à des sociétés privées, alors qu'elles doivent relever du service public. Les conditions d'accueil des demandeurs d'emplois dans les agences de l'A.N.P.E. font aussi gravement défaut par le manque évident d'effectifs, de formation et de valorisation des qualifications comme de moyens techniques.

Au moment où le chômage massif frappe plus de 10% de la population active de notre pays, où l'absence de formation aggrave cette situation, la mission de l'A.N.P.E. est des plus indispensables. Répondre correctement à ce besoin ne peut se faire que dans le cadre du service public avec un personnel bien formé et bien rémunéré en nombre correspondant aux besoins dans des agences les plus décentralisées possibles, bien équipées, assurant un accueil et un service de qualité.

En conséquence, M. Georges Marchais demande à M. le ministre de renoncer à son projet de modification de statut des agents de l'A.N.P.E. et d'écouter les organisations syndicales qui représentent 85% des salariés afin de consacrer les crédits nécessaires au bon fonctionnement de ce service public.

Du nouveau chez...



RENAULT

Saint-Nazaire

Votre Concessionnaire

**CENTRE AUTOMOBILE
DE L'ÉTOILE**

Voie express de Pornichet
SAINT-NAZAIRE

Tél. 40 70 35 07

**PRÉSENT A LA FÊTE
AVEC LA NOUVELLE GAMME...**

DIMANCHE 17 JUIN FÊTE des PÈRES

C'est désormais traditionnel, la « Fête des Pères » est chaque année honorée en ce mois de juin, quelques semaines après la « Fête des Mères ». Certes, cette dernière a plus d'échos et cela se comprend, mais les enfants eux-mêmes trouvent-ils normal de fêter au même titre leur papa, et d'autant mieux si, sur un autre plan, il s'est occupé d'eux, leur a consacré une bonne part de son temps libre...

Souhaiter la Fête des Pères, ce pourra être simplement confectionner soi-même quelque chose, et cela n'aura que plus de prix. Mais ce pourra être aussi un objet utile, que papa souhaite avoir depuis longtemps, acheté en cachette entre frères et sœurs et avec la complicité de maman. Tenez... un joli rasoir par exemple, ou un article de bricolage, de fumeur, ou un accessoire pour la voiture, ou un livre, ou une belle chemise, une cravate, une paire de jumelles, un disque ou un

magnétophone, ou un autoradio, et pourquoi pas la télé couleur, dont toute la famille profitera, tout comme un congélateur pour mettre les produits du jardin, de la chasse ou de la pêche... et une bonne caisse de vin !

Ce qui compte surtout, c'est l'intention et la tendresse, et tant mieux si celles-ci se doublent d'un cadeau utile et de valeur.

• PULL • ROBE DE CHAMBRE • PYJAMA
• CHEMISE • CRAVATE • ECHARPE

...LA CHEMISERIE DE L'HOMME
...ET DES SPORTIFS !

Rayon grandes tailles

ROYAL-HOUSE

25, av. de la République, SAINT-NAZAIRE, Tél. 40.22.46.69
LE MEILLEUR RAPPORT PRIX-QUALITÉ

AU MASCULIN
CHEMISIER

CHEMISES-POLOS-PANTALONS
VÊTEMENTS D'INTÉRIEUR
PYJAMAS

Gilles TANVET
vous réserve le meilleur accueil
83 AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
44600 SAINT-NAZAIRE
TEL. 40 22 48 51

20 MILLIARDS DE CENTIMES CHAQUE MOIS

Telle est en moyenne la masse salariale des dizaines de milliers d'ELECTEURS COMMUNISTES de Loire-Atlantique, hommes et femmes, parmi lesquels des milliers de responsables de collectivités (comités d'entreprise, etc.), et d'ÉLUS MUNICIPAUX dans les plus importantes communes du département : St-Nazaire, Nantes, Rezé, St-Herblain, Couéron, Trignac, Montoir, St-Joachim, Batz-sur-Mer, Bouguenais, Saint-Sébastien-sur-Loire, Donges, La Montagne, etc. Des dizaines de milliers de consommateurs qui accordent leur confiance au Parti communiste et à sa PRESSE.

Telle est la valeur de la publicité qui nous est confiée.
En retour, amis lecteurs, réservez vos achats aux annonceurs des « Nouvelles de Loire-Atlantique ».



TOUT UN CHOIX EN ÉLECTRO-MÉNAGER

Ets DAVY Pierre

- LAVE-LINGE • LAVE-VAISSELLE
- RÉFRIGÉRATEUR • CUISINIÈRE

et sans oublier les petits appareils domestiques

RASOIR - ASPIRATEUR - CAFETIÈRE - FRITEUSE - ROBOT - etc.

MOULINEX - PHILIPS - BRAUN - ROWENTA
SEB - BABYLISS - EXPRESS - JIDE - CALOR - etc.

SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ

85, avenue de la République - SAINT-NAZAIRE - Tél. 40-22-52-84

DES CADEAUX PLEIN LES YEUX... DES IDÉES PLEIN LA TÊTE...

spiral

CARTERIE - CADEAUX

31, rue de la Paix - SAINT-NAZAIRE

Des cadeaux pour tous les goûts

Les idées de cadeaux ne manquent pas, du livre à l'accessoire de voiture, de la belle chemise et la cravate à l'article de bricolage ou de pêcheur, de la paire de jumelles au disque, de l'auto-radio à l'appareil ménager (auquel papa est moins insensible que l'on ne croit !), en passant par la Hi-Fi et la télé-couleur, ou simplement la télé portable pour les vacances, sans oublier le RASOIR ELECTRIQUE, l'article de fumeur, le beau meuble etc.

GILRADIO

33, Avenue de la République - St-Nazaire - 40.22.50.50

VENEZ DÉCOUVRIR LES NOUVELLES GAMMES HI-FI - TÉLÉ - VIDÉO
BOSE - HITACHI - YAMAHA - BANG et OLUFSEN

- Organisez vos soirées dansantes
- Filmez en vidéo vos meilleurs moments

LOCATION SONORISATION COMPLÈTE : 500F le week-end.

10000 RÉFÉRENCES COMPACT-DISC - CASSETTES - DISQUES



LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS VEUT DE VRAIES VACANCES POUR TOUS LES ENFANTS

Dans quelques semaines, nos côtes vont accueillir des milliers de vacanciers. A voir l'affluence sur les plages, dans les campings, il semble que tout le monde soit en vacances.

Pourtant, un enfant sur trois en France ne part pas en vacances.

Pour eux, être en vacances signifie simplement ne pas aller à l'école.

Ils resteront dans leur univers habituel. Ils ne connaîtront, ni la mer, ni la montagne, n'auront pas de nouveaux copains, ne s'évaderont pas en train, ne bénéficieront pas du changement d'air pourtant nécessaire pour entamer une bonne année scolaire.

Pour tous ces oubliés, le Secours Populaire Français lance sa campagne Vacances 1990.

Avec pour objectif: offrir quelques jours de bonheur à 1 200 enfants, 60 jeunes, 25 familles.

Pour cela, nous avons besoin du concours de tous. Dans quelques jours, 70 000 foyers seront sollicités. Nous leur proposerons de soutenir financièrement notre campagne, en achetant ou en diffusant « Les BONS SOLEIL ».

Musiciens, sportifs... peuvent aussi avec notre aide, organiser le spectacle, le concours qui financera cette campagne.

Les sommes ainsi collectées permettront d'offrir:

- aux enfants, des bourses pour des départs en colonie,
- aux familles, des séjours en maison familiale ou camping,
- aux jeunes, des places dans des camps ou clubs divers.



Parallèlement à l'aspect financier, les familles sont invitées à ouvrir leur maison, pendant 4 semaines en juillet ou en août. Chez elle ou sur leur lieu de vacances, elles pourront accueillir un enfant entre 6 et 11 ans. Ces enfants viennent de l'Essonne, de la Sarthe ou de la Loire.

Dans le même temps, des enfants de Loire-Atlantique seront reçus par des familles de ces départements et en Hollande.

Le Secours Populaire invite également tous les organismes de vacances à soutenir sa campagne.

- Un comité d'entreprise peut offrir une (ou plusieurs places) dans l'un de ces centres.

- Un camping ou une maison familiale peut proposer un séjour pour une famille.

- Un club d'initiation à la voile, à

l'équitation... peut proposer des activités à un jeune.

Les Etats généraux de la Solidarité, à TOULOUSE, en décembre 1989, avaient vu différentes associations des Pays de l'Europe venir témoigner de la pauvreté chez eux.

A l'initiative du S.P.F., pour donner un prolongement à ces expressions et sensibiliser à ce problème, des enfants du PORTUGAL, de GRANDE-BRETAGNE, d'ITALIE, du DANEMARK, du LUXEMBOURG, de BELGIQUE, d'IRLANDE du SUD, de GRECE, de HOLLANDE, de FRANCE (dont 100 de Loire-Atlantique) se retrouveront le 28 août au rendez-vous européen des « Oubliés des Vacances ».

Dans le cadre de cette initiative, le Secours Populaire envisage de recevoir pendant quelques jours, une vingtaine de petits Hollandais, dans notre département. Dès à présent, il est recherché un centre de vacances qui pourrait les accueillir. Un accueil qui serait une façon chaleureuse de remercier les familles hollandaises qui, depuis une dizaine d'années, reçoivent des enfants de Loire-Atlantique.

CHACUN, INDIVIDUEL ou COLLECTIVITE, peut selon ses propres moyens, contribuer à réduire le nombre des « Oubliés des Vacances ».

Pour tout renseignement: SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS - 13, rue du Maréchal Joffre - 44000 NANTES - Tél. 40.74.48.41.

CROZATIER

Meubles & Décoration



JUSQU'AU 9 JUIN 1990

Offre

DU MOIS

* SUR MEUBLES SIGNALES EN MAGASIN

-30% SUR L'ACOMPTE*

* LIMITE A 50 %